

La Plateforme RSE, instance consultative placée auprès du Premier ministre, installée à France Stratégie, réunit les parties prenantes françaises de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Dans le contexte de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19, elle invite ses membres à faire part de leurs réflexions.

## LA CRISE SANITAIRE MONTRE QUE L'HUMAIN DOIT PRIMER

par la **CFDT**

représentée à la Plateforme RSE par Frédérique Lellouche



**Cette crise montre la nécessité de faire le choix de l'humain avant tout. Elle invite à repenser notre modèle de développement sans opposer économie et écologie. Concernant la responsabilité de l'entreprise, elle est une épreuve de vérité**

Cette crise a eu pour effet une prise de conscience collective de la nécessité de lutter ensemble contre la pandémie, que se protéger revenait à protéger simultanément tous les autres. Mais ce premier mouvement de solidarité a été rapidement rattrapé par la conscience des inégalités que la crise met brutalement en lumière. Inégalités de revenus mais aussi d'exposition aux risques sociaux, d'accès aux soins, de logement, de pouvoir de vivre. Plus largement, la crise sanitaire a fait sortir de l'invisibilité des professions pourtant essentielles : aides-soignants, ouvriers agricoles, chauffeurs routiers, préparateurs de commandes dans les entrepôts, caissières dans les supermarchés, agents qui collectent les déchets, travailleurs sociaux qui accueillent les enfants de l'ASE, personnel dans les EHPAD... Parmi ces travailleurs « invisibles » ou pas assez reconnus, beaucoup sont des femmes.

Si l'on veut qu'il reste quelque chose de ce qui se passe actuellement, que le « jour d'après » ne ressemble pas au « jour d'avant », il faudra reconstruire différemment, en prenant en compte ce que cette crise a révélé.

Une de ces leçons, c'est qu'il faut faire le choix de la vie humaine avant tout. La santé doit être considérée comme un secteur vital et prioritaire. Les biens médicaux et pharmaceutiques devront sans doute être considérés comme des biens stratégiques, et ce, au niveau européen. La recherche devra également être reconsidérée à sa juste valeur.

Plus généralement, c'est le service public, les services permettant de faire société, qui devront

être revalorisés : l'éducation, la justice, la police, l'armée, la poste, l'énergie, les infrastructures. Au travail, il sera nécessaire de revoir la reconnaissance de certains métiers, les conditions de travail, l'implication des salariés dans le sens et l'organisation du travail, avec plus de confiance.

Cette crise est une épreuve de vérité concernant la responsabilité de l'entreprise. Elle est l'occasion de vérifier la sincérité de l'engagement des entreprises en matière sociale, sociétale et environnementale. Quelle est, en effet, la valeur d'une raison d'être aussi bien ficelée soit elle, si en temps de crise les engagements qu'elle contient ne sont pas traduits dans les faits ? Comment accepter qu'une entreprise demande des efforts à ses salariés alors qu'elle s'apprête à distribuer les dividendes à ses actionnaires comme si de rien n'était ? La solidarité doit être une valeur partagée entre les parties prenantes, sans oublier sous-traitants et fournisseurs.

Il faut enfin souhaiter que l'écologie ne fasse pas les frais de la crise sanitaire. Opposer les deux serait une erreur : à certains égards cette crise sanitaire a des origines écologiques. Par ailleurs l'enjeu de la transition écologique est au fond très proche de l'impératif sanitaire : dans les deux cas, il s'agit de sauver des vies humaines et du partage d'un destin commun ! Si on tenait un décompte des morts résultant directement ou indirectement du dérèglement climatique ou du déclin de la biodiversité, on estimerait sans doute qu'on est dans une crise sanitaire permanente et ce depuis longtemps ! Là encore, la voie de sortie nous oblige à nous réinterroger sur notre modèle de développement.